

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 71 (1983)

Heft: [8-9]

Rubrik: Retravailler : comment s'y prendre ?

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Retravailler : comment s'y prendre ?

Depuis une vingtaine d'années, tout a été dit, ou presque, sur le malaise de la femme au foyer, et la lassitude, le sentiment de vide et de dépendance, voire la dépression que peut engendrer l'enfermement domestique sont désormais considérés comme des phénomènes sociaux qui dépassent la simple expérience individuelle.

C'est tout d'abord pour s'attaquer à ce problème que différentes initiatives visant à favoriser la réinsertion professionnelle et sociale des femmes ont vu le jour un peu partout en Suisse romande ces dernières années. Public visé : les ménagères de plus de 35/40 ans qui, libérées des aspects les plus astreignants de leurs tâches éducatives, se trouvent en même temps privées de la raison essentielle qui leur avait fait choisir de « rester à la maison ».

C'est pour ces femmes, coupées depuis de longues années des réalités professionnelles et sociales, et parfois dépourvues de formation valable, qu'il fallait créer des structures

aptes à leur permettre de redonner un sens à leur vie, en reprenant pied dans le monde « du dehors ». Mais on s'est vite rendu compte qu'il existait bien d'autres catégories d'usagères potentielles pour ces nouveaux services : veuves, divorcées, chômeuses, travailleuses insatisfaites de leur formation ou de leur emploi.

On a pu constater en somme que, par-delà le « syndrome de la ménagère », le malaise des femmes concernées par les problèmes de réinsertion prend les proportions d'une inadéquation fondamentale entre leurs aspirations et les possibilités d'épanouissement qui leur sont offertes. Il est vrai que cette inadéquation n'épargne pas les hommes. Mais dans un monde où l'efficacité sociale de la distribution des rôles entre les sexes fait oublier certaines exigences d'équité pourtant élémentaires, il est urgent de rééquilibrer quelque peu les plateaux de la balance.

Silvia Lempen

Ce dossier a été réalisé avec la collaboration de l'ensemble de l'équipe de rédaction et de nos correspondantes cantonales.

Les groupes ORPER

Les femmes qui, pour une raison ou pour une autre, souhaitent changer quelque chose à leur vie peuvent recourir en Suisse romande à différentes formules d'encadrement et de soutien. Il doit être bien clair cependant qu'il ne s'agit en aucun cas d'assurer une prise en charge déresponsabilisante ; il s'agit bien au contraire de donner à toutes celles qui en ont besoin les moyens de s'en sortir toutes seules. Nombreuses sont les femmes désireuses de retravailler ou tout simplement de retrouver une identité perdue qui arrivent à réaliser leur projet sans passer par une expérience collective. Les initiatives dont nous allons parler visent seulement à lever une bonne part des handicaps qui empêchent toutes les autres d'en faire autant.

Une première formule est constituée par les groupes d'orientation personnelle (ORPER) qui existent actuellement dans les cantons de Genève, Neuchâtel et Vaud, et devraient démarrer en 1984 dans le Jura. Ces groupes sont destinés à toutes les femmes qui se sentent mal dans leur peau, qui souffrent de la solitude ou d'un manque de confiance en soi, mais qui ne se proposent pas nécessairement de reprendre une activité professionnelle.

Comme le dit Mme Pierrette Ryf, animatrice des groupes ORPER en ville de Neuchâtel, le groupe « n'est pas un cours offrant aux participantes des recettes de vie, des conseils, un savoir scolaire ou professionnel... il se veut un lieu d'échanges, de confrontation de points de vue à l'écoute des autres, permettant l'ouverture de nouveaux horizons, la découverte de nouvelles possibilités ».

On y traite des sujets divers, ayant trait à la connaissance de soi-même et de sa condition de femme, ou même d'ordre plus général. Parfois le groupe fonctionne comme catalyseur d'un désir de réinsertion

professionnelle ; une responsable des groupes de Genève remarque d'ailleurs que de nombreuses participantes s'inscrivent par la suite à des stages de « retravail ». Mais, en principe, le projet professionnel n'est qu'une des multiples issues sur lesquelles peuvent déboucher les groupes (qui sont fréquentés du reste aussi par quelques travailleuses). Pour certaines femmes, qui ne sont pas habituées à sortir seules et qui vivent isolées dans leur foyer, le fait de se déplacer un soir par semaine pendant plusieurs semaines pour rencontrer d'autres femmes est déjà une conquête. (sl)

Les stages de « retravail »

Ces stages, inspirés plus ou moins directement par ceux organisés en France par l'association **Retravailler** d'Evelyne Sullenrot, existent actuellement à Genève (**CORREF**), dans le Jura (« réinsertion professionnelle des femmes »), dans le Valais (Association Femmes-Rencontres-Travail), et dans le canton de Vaud (**CORREF** et Clés pour le travail). Un projet est en cours d'élaboration dans le canton de Neuchâtel. On peut remarquer en passant que Fribourg est le seul canton romand où aucune initiative spécifiquement destinée aux femmes (ni groupes ORPER ni stages de « retravail ») n'a encore vu le jour, si ce n'est des cours de recyclage pour les femmes paysannes qui ont lieu à l'école d'agriculture de Grangeneuve.

Malgré les différences inhérentes à l'histoire et à la vocation propres des groupements qui les organisent ainsi qu'au génie spécifique de chaque canton, les objectifs visés par ces stages sont partout à peu près les mêmes. Ils recoupent, en partie, ceux des groupes ORPER, puisqu'ils visent à aider les femmes à faire le point sur leur existence, mais la méthode qui y est appliquée est entièrement axée sur le thème du « retravail » ; elle doit permettre aux fem-



Sortir du foyer : un rêve ?

DOSSIER

mes soit de formuler un projet professionnel précis, soit de renoncer à un tel projet en connaissance de cause.

Citant le professeur Marcel Bolle de Bal, de l'Université libre de Bruxelles, le rapport d'activités 1979/1981 de CORREF¹-Genève affirme que les stages de « retravail » ne doivent pas viser à imposer une idéologie du travail féminin et à créer des demandeuses d'emploi, mais doivent répondre à un désir ou à un besoin, en ouvrant une voie vers l'autonomie et la dignité.

Ni à CORREF ni ailleurs, le travail des femmes n'est présenté comme une obligation ou comme la panacée universelle ; cependant, partout, l'accent est mis sur la nécessité de fournir aux femmes les moyens d'une approche réaliste du monde du travail, et une information concrète apte à dissiper l'ignorance et la crainte qui leur servent souvent d'alibi involontaire.

Les stages se déroulent sur une durée de 4 à 7 semaines. Ils occupent les stagiaires à

la demi-journée, ce qui les oblige à s'organiser (ménage, enfants, etc.) comme pour un emploi à mi-temps. Dans le Jura, l'idée de prendre le repas de midi en commun a suscité beaucoup de discussions, du fait des difficultés supplémentaires que cela impose à la mère de famille ; elle a été finalement retenue, notamment parce que les stagiaires ont ainsi la possibilité de se rendre compte de l'impact réel du travail professionnel sur la vie de famille.

Il est impossible de donner ici le programme détaillé des différents stages, qui sont toujours conduits par des animatrices spécialement formées. Parmi les activités qui reviennent à peu près partout, il faut citer : l'apprentissage de la vie du groupe, la prise de conscience de ses capacités et de ses aspirations, l'éveil des mécanismes intellectuels (mémoire, concentration, logique, etc.), les exercices d'expression écrite et orale, la connaissance du monde du travail (législation, exposés sur des thèmes précis par des personnalités compétentes, techniques de recherche d'emploi, etc.), l'information sur les débouchés.

Les stages de Clés pour le travail (VD) se terminent par deux semaines en milieu professionnel. Dans tous les cantons, les efforts de la stagiaire pour trouver du travail sont appuyés par une orientation professionnelle personnelle à la fin du stage, et le plus souvent la stagiaire peut être suivie, si elle le désire, pour un temps plus ou moins long.

Les possibilités concrètes de « retravail » qui sont offertes aux stagiaires à l'issue de leur stage varient d'un canton à l'autre, en étroite relation avec la situation économique, les possibilités de formation existant dans la région et les mentalités. Par exemple, les stagiaires de CORREF-Genève se voient souvent offrir des postes intéressants ; les employeurs commencent à comprendre qu'il ne s'agit pas d'une main-d'œuvre à bon marché, mais de travailleuses qualifiées et motivées.

Par contre, dans le canton du Jura, la situation semble être moins rose. Madame Marithé Mertenat, une des responsables du groupe « réinsertion professionnelle des femmes » fait remarquer que, pour entreprendre un recyclage dans un domaine autre que celui du bureau, de la vente ou du paramédical, il faut sortir du canton, ce qui constitue un handicap. Cependant, sur le nombre total des stagiaires jurassiennes, la moitié environ retravaillent, sont en recyclage ou s'y préparent sérieusement.

Dans le canton de Vaud, les statistiques de CORREF et de Clés pour le travail sont réjouissantes ; on constate, entre les deux types de stages, une moyenne de 64 % de femmes qui retravaillent.

En Valais, sur les 12 participantes au premier stage (il y en a eu deux jusqu'à maintenant) 4 retravaillent et 1 est en formation.

(1) CORREF : Centre d'Orientation, de Réinsertion professionnelle et de Rencontre pour les Femmes.

Il faut noter enfin que l'éventail des professions et des formations choisies reste en bonne partie « traditionnellement féminin »... mais il s'agit là d'un problème qui dépasse celui du retravail. — (sl)

Recrutement et financement

Il peut paraître paradoxal que des initiatives qui, visiblement, répondent à un besoin, se heurtent parfois à un problème de recrutement, le cas extrême étant celui de Bienné où un projet de groupe ORPER a dû être abandonné l'année dernière, faute de participantes. Mais il faut se rendre compte que ce besoin est souvent un besoin inconscient, et que le premier pas est difficile à faire.

D'autre part, la publicité, qui se fait surtout par le bouche à oreille et par le biais des associations féminines, n'arrive souvent pas à toucher les milieux où ce type de soutien s'avérera le plus utile.

Dans les cantons de Neuchâtel et du Jura, c'est l'Université populaire qui assure le secrétariat respectivement des groupes ORPER et des stages de réinsertion professionnelle, ce qui permet une bonne diffusion de l'information. Mais il est bien évident que seules les personnes déjà motivées consultent le programme des cours. « Parfois, commente Mme Anne-Lise Jeannet, animatrice des groupes ORPER à La Chaux-de-Fonds, ce problème du recrutement nous pousse au découragement. Mais le feed-back des participantes est tellement positif que nous y puissions beaucoup d'énergie pour l'avenir ».

Dans un canton comme le Valais, les conditions géographiques viennent augmenter les difficultés. Les stages ont lieu à Sion, où se trouve également la permanence de l'association Femmes-Rencontres-Travail. Une décentralisation de cette permanence à Sierre est envisagée. Cela ne résoudra pas pour autant le problème de la participation aux stages pour les femmes qui doivent se déplacer de leur village jusqu'à la capitale. Elles forment pourtant le gros du contingent des stagiaires et Mme Isabelle Dirren, l'animatrice, cite le cas d'une mère de cinq enfants, habitant dans un hameau perdu, qui a trouvé le moyen de ne pas manquer un seul jour.

Quant aux cantons de Vaud et de Genève, les groupes et stages semblent être entrés dans les mœurs, et les animatrices ne se plaignent pas de manquer de public, bien que l'effort d'information reste toujours nécessaire.

Un autre facteur dissuasif pourrait être constitué par le prix de l'inscription. Souvent les participantes potentielles aux groupes ou stages ne disposent que d'un petit salaire ou d'un argent de poche dérisoire en tant que ménagères. Il faut toutefois souligner que les tarifs varient dans des proportions importantes suivant la situation économique de la stagiaire.



Photo BIT

Au reste, les prix sont calculés au plus juste. A ORPER-Vaud, les responsables ont éprouvé le besoin d'informer les participantes sur le prix de revient des groupes (200 francs) afin de justifier les tarifs demandés (entre 80 et 240 francs). A Neuchâtel, la question des coûts est discutée lors d'une séance.

La plupart des groupements organisateurs sont confrontés à des problèmes financiers, malgré la modestie des salaires des responsables et les subventions diverses dont ils peuvent, dans certains cas, bénéficier. Dans le Jura, les stages sont partiellement financés par l'Université populaire, mais c'est une exception. En règle générale, les gestes de bonne volonté publics ou privés, que l'on observe ici ou là, restent insuffisants face à l'ampleur de la tâche. (sl)

Des cours

Nous avons vu que, pour l'instant, les Fribourgeoises sont les moins favorisées, parmi les Romandes, en matière de réinsertion. Cette situation va peut-être changer avec le démarrage d'un cours de réinsertion professionnelle organisé par l'Université populaire, et donné par deux orienteurs professionnels, qui aura lieu pour la première fois cet automne.

Le programme de ce cours, destiné non seulement aux femmes, mais à tout adulte se trouvant à un tournant de sa vie professionnelle, recoupe en grande partie celui des différents stages de « retravail », mais il est distribué sur un horaire beaucoup plus léger (huit séances de deux heures).

Mme Elisabeth Dreyer, une des deux personnes chargées de ce cours, espère qu'il permettra à un certain nombre de femmes fribourgeoises de faire preuve d'un dynamisme quelque peu assoupi dans le canton !

Il faut mentionner également, toujours dans l'optique de la réinsertion, les cours de motivation pour les chômeurs organisés par la ville de Biel, et les cours de ratrapage scolaire, de mise à niveau et d'actualisation des connaissances (principalement français et maths) organisés, dans les cantons de Genève et Vaud, par l'association CORREF, dans le canton de Neuchâtel par la Formation des adultes de la ville de La Chaux-de-Fonds.

Quant aux possibilités de formation continue offertes par les clubs et associations privées, ainsi que par les associations professionnelles, il nous est impossible de les recenser ici. Rappelons, d'autre part, que les offices cantonaux d'orientation professionnelle peuvent donner tous les renseignements nécessaires sur les formations spécifiques dans des domaines déterminés (social, médical, etc.) qui sont ouvertes aux femmes désireuses de se recycler. (sl)

A lire :

Le temps d'après, par Geneviève Gendron, Gertrude Hiestand et Karin Stuebig, éd. d'En Bas, Lausanne, 1982.

TÉMOIGNAGES - TÉMOIGNAGES



Nadine (VS) : retrouver la confiance en soi

« J'ai suivi le stage de Femmes-Rencontres-Travail lors de sa première session, en 1981. C'était un peu le stage « test », puisque ça venait de commencer dans le Valais. » Nadine a 39 ans aujourd'hui. Avant de se marier, elle avait suivi une cours « rapide » de secrétariat et avait travaillé trois ans dans cette branche. Quand elle a décidé de s'inscrire au stage, cela faisait 15 ans qu'elle n'avait plus travaillé, car elle avait voulu se consacrer à l'éducation de ses trois filles.

« Quand elles ont eu 14, 15 et 16 ans, deux d'entre elles ont décidé de continuer leurs études. C'est à ce moment-là que j'ai décidé de retravailler : un deuxième salaire devenait nécessaire pour leur permettre d'étudier plus longtemps ». Mais il y avait aussi d'autres raisons :

« J'ai pris le stage pour me remettre dans le circuit. Ce n'est pas si facile de reprendre une activité à 37 ans. Je me suis dit : il faut faire le pas avant 40 ans, après ce sera beaucoup plus difficile. Je n'avais pas envie non plus d'attendre que mes filles m'apportent leurs bébés pour me remettre à pouponner ! »

Nadine m'explique ce que lui a apporté le cours : « Avant tout, il m'a redonné confiance en moi. Quand on est mère de famille, on existe par, et pour les autres. Toujours « en fonction » des enfants, du mari. J'avais besoin de prendre un peu d'indépendance : le stage m'a appris à oser faire quelque chose en dehors de mon foyer. »

Cela étant dit, le stage ne fournit aucune formation concrète, et Nadine souhaiterait que les stagiaires puissent compléter leur démarche par des cours de recyclage permanent dans les différentes professions : « Dans mon domaine, par exemple, j'ai été étonnée de voir que je n'avais pas tellement perdu la main en dactylo. Mais tout le matériel de bureau a énormément changé en 15 ans, surtout avec l'informatique. »

Après le stage, Nadine avait l'intention de travailler à plein temps pendant une année, pour se remettre dans le bain. « J'ai fait au moins une vingtaine d'offres, mais les portes sont assez fermées pour des femmes dans ma situation. On préfère donner la place à des jeunes filles qui sortent des écoles commerciales, ou à des femmes qui sont vraiment dans le besoin (divorcées ou veuves) plutôt qu'à une femme pour qui ce serait un deuxième salaire... »

« J'ai fini par trouver, grâce à des connaissances, un remplacement de trois mois à plein temps. A la fin de cet emploi, je me suis rendu compte de toute la fatigue que j'avais accumulée. J'ai décidé alors de me chercher un travail à temps partiel, me rendant compte qu'avec un ménage de 5 personnes, même avec de grands enfants, ce n'était pas possible. »

Elle a alors trouvé son emploi actuel, qui consiste à trier le courrier, trois heures par jour, à la poste. « Je pourrais imaginer, bien sûr, un travail plus intéressant (Nadine aurait aimé travailler dans le social, mais elle n'en rien trouvé dans ce secteur). Mais j'ai commencé, en même temps, du travail bénévole : j'y ai le sentiment d'être utile à d'autres, tout en gagnant de l'argent à côté. Je crois avoir trouvé comme ça un certain équilibre... »

Quant à l'organisation de la vie familiale, Nadine conclut : « Quand je travaillais à plein temps, mon mari et mes filles m'ont énormément aidée pour les travaux ménagers. Maintenant que je suis plus à la maison, le travail me revient peu à peu... Je suis de nouveau là pour le faire ! » (cc)

Marie-JO (FR) : se battre chaque jour

A vingt ans, Marie-Jo pouvait travailler comme employée de commerce à un bon niveau puisqu'elle avait en poche une maturité commerciale. C'est ce qu'elle fait durant 8 ans, en Suisse alémanique d'abord, puis en Suisse romande, restant en moyenne 2 ans à chaque poste pour s'apercevoir qu'on ne confie pas les mandats importants à une jeune femme qui, de toute façon, etc.

Marie-Jo se marie en effet en 1968, prend encore quelques mandats temporaires (jusqu'aux gants blancs), tape des thèses en électricité à l'EPUL, interrompt son activité deux mois avant la naissance de son premier enfant. Pour deux ans. « J'avais besoin de souffler, d'arrêter de lutter un certain temps. »

Pendant ces dix ans, elle écrit pour essayer de s'expliquer à elle-même le malaise qu'elle ressent, le hiatus évident entre ce qu'elle pourrait donner et ce qu'on exige d'elle, femme d'ingénieur, mère de famille. Elle ne peut accepter d'être seulement « conforme ». Un jour, son mari la quitte : il a déjà refait sa vie, elle ne s'en doutait pas. Elle doit retravailler ; de toute façon, elle était moralement prête à le faire et, de plus, elle a suffisamment d'expérience pro-

fessionnelle pour savoir jusqu'où elle peut s'engager.

Son bagage mis de côté pendant dix ans est encore là, prêt à l'emploi. Elle sait que sa souplesse lui permettra de s'intégrer à une équipe. Elle n'a jamais douté d'elle-même. Les difficultés viennent d'ailleurs : les enfants en bas âge, la nécessité de leur donner une assise affective solide quand même, d'être présente pour eux et en même temps de gagner leur vie. Intelligente, elle s'efforce d'obtenir une pension alimentaire décence : elle réussit et peut opter pour le mi-temps.

Elle travaille depuis 4 ans à un poste de documentaliste tout en acquérant en emploi une formation complémentaire donnée par l'Association suisse des documentalistes, à Neuchâtel, en 19 semaines. Les difficultés rencontrées et surmontées chaque jour, Marie-Jo n'en parle pas : « J'ai compris qu'on a intérêt à être debout plutôt que couché et qu'il faut se battre chaque jour », dit-elle. (bg)

Grethe et Elisabeth (JU) : objectif atteint

Grethe, la trentaine, et Elisabeth, la quarantaine. Deux femmes comme on en rencontre tous les jours dans le Jura : elles sont mariées, mères de famille et s'occupent à temps complet de leurs enfants.

Elles ont décidé de suivre le stage de réinsertion professionnelle des femmes,

organisé par l'Université populaire jurassienne à Moutier. Pourquoi ?

Grethe : « Je ne savais plus très bien où j'en étais et je voulais faire le point. Quand j'ai entendu parler de ce stage, je m'y suis inscrite sur-le-champ. J'avais encore des contacts avec le monde du travail, puisque je m'occupais du secrétariat de mon mari, mais je sentais confusément que je ne pouvais plus continuer ainsi. Le secrétariat ne répond pas à ce que je recherche. J'aurais voulu travailler dans le domaine médical ou social. »

Elisabeth : « Je n'osais pratiquement plus sortir de chez moi. J'étais totalement bloquée. Il fallait que j'essaie de me retrouver d'abord, si je voulais me réinsérer professionnellement. Pour moi, le stage a été quasi insupportable au début. Je n'arrivais pas à prendre la parole et, face au groupe, je perdais tous mes moyens. J'ai dû lutter contre moi-même pour y retourner chaque jour. Peu à peu, j'ai pris confiance en moi et j'ai réussi à donner mon opinion, à formuler mon désir de me remettre au dessin. J'ai toujours été attirée par les arts graphiques, mais, comme beaucoup de femmes, j'ai fait un apprentissage de commerce. »

Pendant la période du stage, nos deux témoins ont dû s'organiser pour assurer leurs « arrières » : repas et garde des enfants, courses, etc. Comment leurs familles ont-elles réagi ?

Grethe : « Ça s'est très bien passé. Mon mari s'est beaucoup occupé des enfants.

Mon absence « programmée » lui a donné la possibilité de s'insérer différemment dans la maison. Il y a trouvé une place plus importante et en est enchanté. »

Elisabeth : « Pas de problème de ce côté-là, car le plus jeune de mes enfants a 17 ans et se débrouille fort bien tout seul. De plus, j'ai toujours obtenu de ma famille qu'elle mette la main à la pâte pour les travaux ménagers. Cela dit, il faut bien avouer que c'est tout de même sur moi que repose tout l'*« édifice »* et que les responsabilités ne sont guère partagées. Le maniement de la machine à laver, par exemple, semble leur poser des difficultés insurmontables... »

Grethe et Elisabeth sont très satisfaites de leur stage. Elles ont trouvé un emploi à temps partiel dans un domaine qui les intéresse : Grethe fait partie maintenant du groupe de travail d'orientation professionnelle et a beaucoup de projets en réserve : « J'ai fait un certain nombre de démarches pour suivre un cours d'assistante sociale en emploi. Mais les cours ont lieu à Lausanne tous les quinze jours. Ça me pose évidemment des problèmes d'organisation à cause des enfants... »

Quant à Elisabeth, elle travaille au centre d'arts visuels nouvellement créé dans la région. Elle y suit aussi des cours.

Pour elles, l'objectif du stage est atteint : elles y ont trouvé le soutien psychologique nécessaire à la revalorisation de leurs aptitudes et se sont réinsérées harmonieusement dans le monde du travail. (ed)

Pour faire le pas : renseignements pratiques

FR — Cours de réinsertion professionnelle organisé par l'Université Populaire et donné par des orienteurs professionnels. Ce cours est ouvert également aux hommes (en particulier aux chômeurs). Il aura lieu pour la première fois cet automne, à partir du jeudi 20 octobre. Horaire : 8 séances de 2 heures, de 20 h. à 22 h. Inscriptions : au secrétariat de l'Université Populaire, (037) 22 77 10, ou au Service d'Orientation Professionnelle, (037) 22 57 94.

GE — Groupes ORPER, organisés par le Centre-F. Série de 10 séances hebdomadaires de 2 heures chacune. Prix : de 100 à 400 francs, selon les revenus et la situation familiale. Début du prochain groupe : mercredi 26 octobre. Séance de prise de contact : lundi 19 septembre. Inscriptions : au Centre-F, (022) 21 28 28.

— Stage CORREF de formation préliminaire et d'orientation professionnelle pour les femmes. Les stages se déroulent tous les jours, du lundi au vendredi, de 8 h. à 12 h., pendant 5 semaines. Prix : entre 150 et 700 francs, selon la situation. Prochaines dates : du 12 septembre au 14 octobre, et du 7 novembre au 9 décembre. Inscriptions : CORREF + Genève, (022) 21 29 01.

JU-BE — Stages de réinsertion professionnelle des femmes, organisés par un groupe de travail issu de la Quinzaine culturelle de Moutier, en 1978, et soutenus par l'Université Populaire. Ils se déroulent tous les jours, du lundi au vendredi, de 8 h. 30 à 13 h. 30 (repas de midi en commun), pendant 5 semaines. Prix : 300 francs, avec le repas. Jusqu'à présent, ces stages se sont déroulés à Moutier. Le prochain, prévu du 24 octobre au 25 novembre, aura lieu à Moutier ou à Delémont, selon les inscriptions. Se renseigner auprès de l'Université Populaire, à Porrentruy, (066) 66 20 80.

— Groupes ORPER : n'existent pas encore, mais pourraient être mis sur pied fin 1983/début 1984, probablement sous la responsabilité conjointe du Centre de Liaison des Associations Féminines, nouvellement créé, et du Bureau de la Condition Féminine (066/22 98 66).

NE — Groupes ORPER dépendant du Centre de Liaison des Associations Féminines et soutenus par l'Université Populaire. Ils comportent 8 à 9 séances de 2 heures, une fois par semaine. Prix indicatif : de 80 à 120 francs. Groupes prévus pour l'automne : à Neuchâtel, dès le 17 octobre, le lundi soir ; à La Chaux-de-Fonds, dès le 20 octobre, le jeudi après-midi. Inscriptions : au secrétariat de l'Université Populaire, (038) 25 50 40.

— Cours de réactualisation des connaissances scolaires organisés par la Formation permanente des adultes de la ville de La Chaux-de-Fonds, ouverts aux hommes et aux femmes. Matières enseignées : français oral et écrit, maths. Inscriptions : (039) 21 11 15.

VS — Stages de réinsertion professionnelle de l'Association Femmes-Rencontres-Travail. Ils durent 4 semaines, 4 après-midi par semaine, et ont lieu à Sion. Prix : 350 francs, avec arrangements possibles. Pour connaître les dates du prochain stage, se renseigner à la permanence de l'Association, (027) 22 10 18.

VD — Stages CORREF pour les femmes désirant reprendre une activité professionnelle. Ils durent 5 semaines, et ont lieu à mi-temps (le matin), du lundi au vendredi, à Lausanne. Prix : entre 150 et 650 francs, selon la situation familiale. Prochaines dates : du 12 septembre au 14 octobre et du 27 février au 30 mars 1984. Inscriptions : (021) 23 46 26, le matin de 8 h. 30 à 11 h., ou le jeudi soir, de 18 h. à 21 h.

— Stages de réinsertion professionnelle organisés à Lausanne par l'Association Clés pour le Travail, sous la responsabilité du Centre de Liaison des Associations Féminines. Ils durent 7 semaines, dont 2 en milieu professionnel. Horaire : du lundi au vendredi, de 8 h. à midi. Prix : de 300 à 700 francs, selon la situation, plus 50 francs d'inscription. Le prix se fixe lors de l'entretien préalable. Inscriptions : Bureau Information Femmes, (021) 20 04 04. Clés pour le Travail organise également des stages pour chômeurs(euses) à Yverdon. Renseignement au bureau d'information sociale d'Yverdon, (024) 21 21 22.

— Groupes ORPER organisés par le Centre de Liaison des Associations Féminines. Ils ont lieu l'après-midi (de 14 h. à 16 h.) ou le soir (de 20 h. à 22 h.), en 8 séances. Groupes prévus : à Lausanne, dès le 12 septembre ; à Yverdon, entre janvier et mars 1984. Inscriptions : à Lausanne, (021) 20 04 04 ; à Yverdon, (024) 54 21 73. Prix : entre 80 et 250 francs, selon les charges et les revenus.